

Edito :

Des offensives multiples

Nous sommes à une période d'une réelle offensive idéologique qui se traduit de façon multiforme. Le fonds commun des reculs que nous connaissons concernant aussi bien les conditions matérielles de nombreuses personnes que le droit, la démocratie, la solidarité, tant au niveau local qu'international, est l'idéologie des cas et le plus souvent du

Les diverses présentées telles des strates les les communautés, notion que ces communautés de moins en ensemble » auraient besoin sûr par une politique de plus en de la solidarité » avec les sans- au Patriot Act aux E-U, les comme des gens irresponsables social, et qu'il faut par là Malheureusement par encore par les faits, les aspects société tendant à être minés, sur lui-même et dans un groupe Pour combattre ce risque de repli, il y a urgence à recrée dialogue et solidarité.



de l'« entre-soi » dans le meilleur « tous contre tous ».

composantes de citoyens sont unes à côtés des autres ainsi que l'on nous vend largement. Bien sûr moins cimentées par le « vivre d'arbitrage, qui serait assurée bien plus autoritaire. Des « délinquants papiers en France, aux opposants contestataires sont donc présentés remettant en cause l'équilibre criminaliser.

l'idéologie individualiste et bien sociaux et redistributifs de la tout tend à isoler chacun à la fois d'appartenance qui lui est désigné.

C'est pourquoi nous entendons participer à la constitution d'un mouvement unitaire anti-guerre car les menaces d'attaque sur l'Iran sont graves tout autant que nous solidariser des sans-papiers entre autre.

## Campagne pour le désarmement nucléaire

*« Les récents développements de la politique française en matière de défense, de sécurité et de lutte contre la prolifération des armes nucléaires sont inquiétants.*

*Oui, il faut empêcher de nouveaux pays de se doter de l'arme nucléaire. Pour atteindre cet objectif, les pays déjà détenteurs de l'arme atomique doivent eux aussi renoncer à considérer cette arme comme indispensable à leur propre sécurité et s'engager vers le désarmement nucléaire comme ils s'y sont engagés dans les traités internationaux.*

*C'est une affaire de justice et de respect du droit international. C'est aussi une question de survie pour l'humanité, car les armes finissent toujours par servir.*

---

Source image : « *L'arbre de paix* » sur le site *Mémoire juive et éducation* (<http://pagesperso-orange.fr/d-d.natanson>)

*Dans le cas de l'Iran, l'intervention militaire – envisagée par les Etats-Unis, reconnue comme option possible par le président de la République et les dirigeants français- risque d'entraîner le monde dans la spirale de l'horreur. Les négociations qui ont récemment marqué des progrès doivent être la seule option envisagée ; elles ont montré l'efficacité de la diplomatie pour la Corée du Nord.*

*Parallèlement, il s'agit aussi de convaincre le peuple iranien qu'il est en sécurité, coupant l'herbe sous le pied aux partisans du choc des civilisations et aux adeptes de la confrontation à tout prix. Pour cela c'est toute la région du Moyen-Orient qui doit s'engager vers le désarmement, notamment nucléaire.*

*A l'heure où se prépare dans notre pays un Livre blanc de la Défense, où une nouvelle Loi de programmation militaire va proposer dès mars aux Français l'énorme sacrifice de dépenser 300 milliards d'euros entre 2009 et 2014, à quelques mois de la présidence française de l'Union Européenne, nous exigeons un débat citoyen et engageons une campagne de meetings « Pour un monde solidaire, sans guerres et sans armes nucléaires » pour débattre de ces enjeux considérables.»*

*(Appel commun national signé par plusieurs dizaines d'organisations)*

## La lutte avec les sans-papiers, un combat pour la démocratie

« Ministère de l'identité nationale et de l'immigration » rien que la dénomination est significative. C'est tout un programme, surtout dans un contexte où tout incident en banlieue devient prétexte à des opérations commandos de la police et où les flics sont envoyés à la sortie des maternelles il y a quelques mois. Si l'on met les 2 termes en balance, c'est bien pour entretenir le mythe de l'ennemi intérieur qui après la sécurité urbaine menace à présent jusqu'aux fondements de la culture française. C'est poser une ambiance et vouloir justifier la chasse accrue aux sans-papiers. Nous refusons cet état de fait, c'est pourquoi l'UJFP a décidé lors de son dernier Congrès d'entrer dans le RESF.

Et la recherche frénétique de boucs émissaires ne laisse jamais rien présager de bon, à commencer pour cette fameuse identité nationale. La voici encasernée, devenue figée à jamais et imperméable aux autres ; si on voulait la faire crever, on ne s'y prendrait pas mieux. Cela est d'une violence terrible : on demande d'une part à des citoyens de se déculturer, de se renier pour être juste un peu moins suspect, de l'autre la dite identité française va se trouver priver de l'apport de personnes venues d'autres horizons (et que malgré tout, même en les malmenant elle avait en gros intégré jusque là), mais la couper aussi d'un milieu populaire formé par des gens nés ici d'origines diverses (même des « Durand ») et toujours plus stigmatisés. Triste et écoeurante ironie de parler de protéger l'identité nationale, quand le budget de la culture stagne péniblement à pas tout à fait 1% alors que celui de l'armée a explosé de 30% en 10 ans. Et puis on peut se sentir plutôt européen, citoyen du monde, ou en partie d'ici en partie d'ailleurs, et refuser de se laisser enfermer dans une identité exclusive (et en plus définie tout à fait arbitrairement). Vouloir obliger par exemple quelqu'un à chanter un hymne ou à brandir un drapeau, c'est tout simplement une atteinte à la liberté de conscience.

Les tests ADN pour les sans-papiers sous prétexte de faciliter le regroupement familial sont eux une atteinte à la définition même de l'humain dont les liens de filiation sont ravalés à un simple fait biologique. Je pense que sur le plan juridique ce n'est pas neutre non plus, on peut craindre à moyen terme pour le droit du sol, c'est-à-dire le droit pour les gens nés ici à prendre la nationalité française. Et puis si les frontières se referment si fort devant les immigrés qui sont réfugiés économiques, elles le seront aussi et de fait, elles le sont de plus en plus pour les demandeurs d'asiles quelque soit le danger encouru.

Il y avait déjà une justice à plusieurs vitesses, désormais il y a aussi 2 types de droits en fonction du statut de la personne, avec ou sans papier. Les centres de rétentions ne sont pas seulement des lieux d'inhumanité, mais aussi des zones de non droit est en cela constituent une menace pour la notion même de démocratie. C'est par la description de cette mise hors du droit commun d'une partie de la population que commence l'étude de Hannah Arendt *Les origines du totalitarisme...*

## **Annapolis partout, justice nulle part !**

Ce n'est pas parce que Mr Bush se souvient brutalement que depuis 60 ans il y a une guerre au Proche-Orient que celle-ci va cesser.

Dans cette guerre, on peut feindre de croire qu'il y a une symétrie avec des modérés plein de bonne volonté dans les deux camps et des méchants extrémistes qui sabotent la paix. Sauf que les faits sont têtus. Il y a bientôt 60 ans, le peuple palestinien a été victime d'un nettoyage ethnique qui a fait de lui un peuple de réfugiés. La communauté internationale lui a fait payer pour le génocide nazi alors que les Palestiniens n'avaient aucune responsabilité dans ce crime. Depuis 40 ans, il y a clairement un occupant et un occupé. Il y a un peuple qui vit tous les jours les humiliations, le blocus, les check-points, le casse-tête quotidien pour franchir le Mur, les assassinats ciblés, les arrestations arbitraires, la confiscation de l'eau et de la terre. Et puis il y a la colonisation qui est devenue le centre des activités israéliennes. Elle s'accompagne du projet fou de faire venir tous les Juifs en Israël. 450000 Israéliens vivent dans les territoires occupés depuis 1967. Plus de la moitié vivent à Jérusalem Est dont les limites ont été décuplées et qui s'étend

Bethléem. Certaines colonies villes et coupent la Cisjordanie L'ancien village martyr de Deir par un « nouveau quartier » de qui passe sous ce nouveau Menachem Begin du nom du massacre de Deir Yassin. n'indique la frontière

L'annexion n'est plus rampante, L'autoroute Tel-aviv Jérusalem occupés. La plus grande en territoire occupé. Des routes aux Israéliens de sillonner sans Israël n'est pas menacé. Le pays frontières de 1949 (soit 78% de



communauté internationale alors que le plan de partage de 1947 en accordait beaucoup moins. Depuis 1988, l'OLP a accepté de limiter le futur Etat Palestinien aux territoires occupés. C'est une concession énorme. Si demain, un gouvernement israélien acceptait de revenir à la frontière internationalement reconnue, la paix serait immédiate. Alors pourquoi il n'y a pas la paix ? Parce qu'il y a consensus en Israël pour garder Jérusalem, pour garder Ariel, Maale Adoumim, Latrun ... Parce que les différents gouvernements israéliens n'ont jamais considéré que les deux peuples avaient des droits égaux. Pour eux, un Etat Palestinien, ce serait au mieux quelques cantons éclatés, un bantoustan. Même Yitzhak Rabin, entre la signature des accords d'Oslo et son assassinat, avait installé plus de 50000 nouveaux colons.

À Annapolis, les dirigeants israéliens et leurs alliés américains n'ont aucune envie de poser les vrais problèmes : la fin de l'occupation, le démantèlement des colonies, le retour aux frontières de 67, le droit au retour des réfugiés palestiniens. Ils refuseront de parler du Droit ou de la Justice. Ils continueront de vouloir traiter en premier la sécurité de l'occupant. Ils feront pression sur Mahmoud Abbas pour qu'il accepte de capituler en échange d'une aide pour vaincre le Hamas. Ils refuseront toute discussion sur le droit au retour des Palestiniens. Au nom de quoi les Juifs auraient-ils le droit à un prétendu retour sous prétexte qu'il y avait des Juifs dans la région il y a 2000 ans, alors que les expulsés de 47-48 et leurs descendants seraient condamnés à l'exil ?

Quand Annapolis aura échoué, comme à Taba et à Camp David, les dirigeants israéliens proclameront que décidément « ils n'ont pas de partenaire pour la paix » et ils lanceront contre les dirigeants palestiniens la même propagande que celle qui a frappé Arafat à la fin de sa vie. Cette fuite en avant n'est pas seulement criminelle pour les Palestiniens, elle est aussi suicidaire à terme pour les Israéliens.

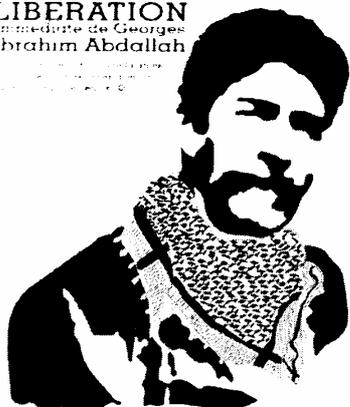
**Pierre Stambul**

(membre du Bureau national de l'UJFP)

## Solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah

L'UJFP Aquitaine tient à signaler sa solidarité avec un militant notamment de la cause du peuple palestinien. Voici pour exposer sa situation en quelques mots des extraits d'un texte produit par son comité de soutien.

**LIBERATION**  
introduction de Georges  
Ibrahim Abdallah



### **« Qui est Georges Ibrahim Abdallah ?**

*Georges Ibrahim Abdallah est Libanais. Il est membre des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) organisation communiste libanaise. Il s'est battu pour la libération de la Palestine et contre l'invasion du Liban par l'Armée sioniste. Il a été arrêté en France il y a 24 ans déjà.*

### **Pourquoi est-il en prison ?**

*Arrêté pour détention de faux papiers, il a ensuite été accusé sans preuves d'avoir organisé des attentats en France. Même l'ex-ministre délégué à la sécurité (1986-1988) Robert Pandrault a reconnu dans une émission télévisée de l'année dernière que c'était un mensonge. [Les usa et l'Etat israélien ont fait pression sur la France pour qu'il soit condamné à perpétuité en 1987. La partie incompressible de sa peine s'est achevée en 1999 et un jugement en faveur de sa libération conditionnelle a été rendu en 2003. Cependant le parquet a fait appel et Georges Ibrahim Abdallah est toujours détenu à ce jour.] (...)*

### **Pourquoi Georges Ibrahim Abdallah a-t-il été condamné si lourdement ?**

*La DST dans une note envoyée aux juges en juin 2004 avance comme argument que « Personnalité emblématique de la lutte antisioniste, la libération de Georges Ibrahim Abdallah constituerait sans nul doute, au Liban, un événement. Il sera probablement fêté comme un héros à son retour dans son pays, mais aussi par différentes mouvances engagées dans une lutte révolutionnaire. » (...)*

Ecoutez l'émission de l'Ujfp Aquitaine

## **D'autres voix**

Le premier Vendredi du mois

A partir de 19h30



**Nous contacter**

**Tel : 06-22-29-06-10**